

Badie (Bertrand), Smouts (Mane-Claude) - *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale.*

Monsieur Ghassan Salame

Citer ce document / Cite this document :

Salame Ghassan. Badie (Bertrand), Smouts (Mane-Claude) - *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale.* In: Revue française de science politique, 44^e année, n°5, 1994. pp. 942-943;

http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_5_394875_t1_0942_0000_001

Document généré le 31/05/2016

Les archives constituent donc aujourd'hui d'incalculables mines de renseignements que les chercheurs commencent seulement à découvrir. A. Blum insiste sur l'ampleur de la catastrophe causée par la famine de 1933, niée sur le moment par les autorités soviétiques (« il n'est pas question de famine », déclare sans vergogne Alexandra Kollontaï) et même par beaucoup d'Occidentaux. Il donne des détails sur le nombre des victimes de la deuxième guerre mondiale : le bilan, qu'on évaluait jusqu'ici à vingt millions de morts, s'élèverait entre vingt-six et vingt-sept millions pour une population, en 1941, de 195 millions d'habitants. Sur la période des purges, il apporte également — sans beaucoup d'explications, ce que son lecteur peut regretter —, de nouvelles informations. En s'appuyant sur de récents travaux d'historiens russes, notamment de Victor Zemskov, il fait état d'un nombre de détenus au goulag, certes considérable, mais nettement inférieur aux estimations retenues jusqu'ici. Ces chiffres signifient-ils que des travaux qui faisaient jusqu'ici autorité (comme ceux d'A. Avtorkhanov ou de Robert Conquest) sont dépassés? Quoi qu'il en soit, A. Blum confirme que le coût humain de l'expérience soviétique a été terrible. L'extraordinaire, qu'on découvre avec cet ouvrage, est que l'homme n'a pas pour autant dévié de son chemin.

Anne de TINGUY

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

BADIE (Bertrand), SMOUTS (Marie-Claude) — *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale.* — Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Dalloz, 1992. 252 p. (Amphithéâtre)

La crise, partout constatée, de l'État-nation, ne pouvait rester sans effet sur un système international fondamentalement inter-étatique. Tel est le point de départ de cette investigation originale, documentée et surtout pédagogique, qui ose interroger le monde alors même qu'il est en pleine mutation, et qui invite non seulement à revoir les concepts de base de la discipline, mais aussi et surtout ses frontières : les deux auteurs posent et démontrent que les relations internationales ne pourraient rester pertinentes qu'en intégrant une réflexion sur l'affaiblissement de l'État, sur l'arrivée chaotique d'acteurs nouveaux et, plus généralement, sur l'irruption des sociétés dans un jeu jusqu'ici principalement défini par (et pour) les États.

L'entrée des sociétés se fait par la porte culturelle tant par le retour fort ambigu d'un nationalisme à la fois emprunté au passé et reconstruit pour les besoins d'un monde nouveau que par le recours au sacré et, partant, par un positionnement en langage religieux dans le monde. Il serait cependant hasardeux d'annoncer que la compétition entre les États est en train d'être remplacée par un choc des religions ou un clash des civilisations (thèse que ce livre réfute à juste titre avant même que Samuel Huntington ne l'ait exprimée). C'est que « le facteur culturel se distingue d'abord par l'hétérogénéité de ses produits et par le désordre qui s'en dégage ». Le culturel agit ainsi comme mode de construction identitaire à résultats variables, mais aussi comme instrument de mobilisation à succès inégal.

Plutôt que frontalement renié, l'État est plus simplement contourné par des flux sur lesquels il n'a guère de contrôle et qui ne s'inscrivent dans aucune territorialité, échappant de ce fait à la fonction première des appareils d'État, à savoir le contrôle d'espaces délimités dont la frontière est garantie par le système global. Ces flux concernent autant les hommes que les marchandises, la drogue que les armes, les transferts financiers que les images ou les informations. À ce jeu, l'État local est miné par l'activité florissante de réseaux,

mafias, firmes multinationales, diasporas organisées, empires médiatiques à prétention universelle. Mais à ce jeu, le gagnant ultime pourrait bien être l'acteur qui est à même de nourrir certains de ces flux, tout en prenant la direction dans la lutte pour endiguer les autres, à savoir les États-Unis d'Amérique, dont la position renforcée est due à la fois à des choix politiques assumés qu'à des initiatives privées de portée globale.

Le besoin de régulation de ces flux n'en devient que plus urgent, mais aussi plus malaisé à faire : les ordres juridiques ne cessent de se différencier, les ordres politiques de subir les assauts des contestataires alors même que les projets de domination sont en crise. L'hégémonie unilatérale est de l'ordre de l'impossible, la direction collective a des effets ponctuels plutôt que globaux. Le marché n'est guère à même de réguler le politique et « les lourdes machines universelles » de l'après-guerre, comme l'ONU ou le FMI, ne sont plus d'un réel secours. Bien des concepts florissants ce dernier demi-siècle en sortent étrangement démodés : celui de puissance dont il est devenu aléatoire de décliner les éléments constitutifs, celui de système qui résiste avec beaucoup de peine à la multiplication des acteurs, à l'inégalité structurelle de leurs moyens, voire à l'hétérogénéité déroutante de leur nature même.

L'humanité tente de limiter les effets néfastes de ce véritable éclatement des normes (et les analystes celui des concepts) en sauvant des biens et des valeurs, déclarés « biens communs ». Heureux qui pourrait en faire la liste : l'affirmation de l'universalisme va de pair avec des revendications régionalistes militantes en matière de droits de l'homme, d'environnement, de population, comme trois grandes conférences internationales à Vienne, à Rio et au Caire viennent encore récemment de le démontrer. Mais ces réactions de repli sont, comme les auteurs le démontrent en finale, l'expression d'un refus de leur exclusion. Car la dynamique dominante sur la scène du monde est faite d'un mouvement contradictoire d'intégration des uns et d'exclusion des autres. Réfuter l'universalisme devient ainsi le symptôme du passage des acteurs exclus de la complainte tiers-mondiste d'hier à une transformation de l'exclusion subie en une arme de combat contre ceux qui prétendent la réaliser.

Ce livre n'est pas un essai politique pour qu'il s'attarde à tirer des leçons en matière de re-distribution de pouvoir entre les puissants de ce monde ; il n'est pas, non plus, un traité pour multiplier les exemples et les études de cas approfondies. Il se présente, d'abord, comme un manuel pour étudiants avancés, mission (bien trop modeste pour un ouvrage plein d'interrogations fécondes) qu'il remplit pleinement en donnant des clés pour la compréhension d'un monde où l'État-nation tire dorénavant l'essentiel de sa force de l'absence (jusqu'ici) d'une alternative unique, durable, crédible à sa prééminence.

Ghassan SALAMÉ

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

COLAS (Dominique) — *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile.* — Paris, Grasset, 1992. 381 p. Bibliogr. Index.

Le livre de D. Colas propose une généalogie intellectuelle de la notion de société civile. Moins que l'histoire d'un mot, il s'agit d'apprécier les conditions d'existence d'une société différenciée de la Cité divine puis, plus tard, de la Cité totalitaire. On comprend alors que l'histoire de la société civile soit ici indissociable de celle des résistances que rencontra, depuis la Réforme, une telle prétention à l'autonomie. Des anabaptistes tentant, au milieu du 16^e siècle, d'instaurer le royaume de Dieu à Münster, à l'ayatollah Khomeyni incitant les musulmans à exécuter Salman Rushdie, une même passion anime les fanatiques :